

Robert Bernier [dir.] : *L'Etat québécois au XXI^e siècle*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2005

Magaly Brodeur

Volume 11, numéro 2, 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1000534ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1000534ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Globe, Revue internationale d'études québécoises

ISSN

1481-5869 (imprimé)

1923-8231 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Brodeur, M. (2008). Compte rendu de [Robert Bernier [dir.] : *L'Etat québécois au XXI^e siècle*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2005]. *Globe*, 11(2), 226–228. <https://doi.org/10.7202/1000534ar>

Mais c'est justement à ce titre que l'essai de Mathieu Bock-Côté peut intéresser autant les lecteurs de gauche que ceux de droite. Les questions qu'il pose à l'historiographie en sont tout à fait emblématiques et dépassent ce clivage. Si les communautés politiques doivent toutes répondre à ce nouvel idéal cosmopolite, que restera-t-il, demain, des véritables différences culturelles en Occident – celles incarnées par des États-nations formant ce qu'on peut appeler des sociétés distinctes et qui, alors, seraient tous identiquement pluriels –, et que restera-t-il de la démocratie, qui repose après tout sur l'autodétermination d'un peuple, si ce peuple est remplacé par un agrégat de groupes ethniques, de communautés culturelles et de peuples divers sous la tutelle d'une autorité politique, rappelant les ensembles impériaux d'antan?

Ce sont donc des réflexions fondamentales sur les défis politiques de notre temps, l'avenir du nationalisme et même la nation québécoise que soulève Mathieu Bock-Côté. Cet essai exubérant plaira aux amateurs de débats intellectuels vigoureux et devrait susciter l'intérêt tant des conservateurs que des gauchistes critiques du multiculturalisme, qui y trouveront une série d'analyses utiles à leurs réflexions.

Charles-Ph. Courtois
Université du Québec à Trois-Rivières

Robert Bernier [dir.]

L'État québécois au XXI^e siècle

Québec, Presses de l'Université du Québec, 2005.

En ce début de XXI^e siècle, les réflexions qui constituent les bases de *L'État québécois au XXI^e siècle* sont extrêmement à propos. En effet, on ne peut que saluer ce désir de présenter et d'expliquer les enjeux et défis auxquels sera confronté l'État québécois au cours des prochaines années. L'idée de produire ce collectif est née à la suite de la victoire du Parti libéral de Jean Charest, en avril 2003. La plate-forme proposée par ce parti, qui était fondée sur la réduction de la taille de l'État et, entre autres, l'augmentation des pratiques de sous-traitance, a rapidement suscité l'intérêt des scientifiques. Devant ces promesses de changement, il semblait nécessaire de marquer un temps d'arrêt, de tracer un bilan des dernières années et de proposer des balises pour l'avenir.

Le travail entrepris par les vingt-trois auteurs est colossal. Les thèmes couverts sont variés: «Économie internationale et finances publiques», «Éducation, santé et responsabilité sociale», «Environnement, municipalités et transports», «Administration publique, démocratie et transparence», et «Les services gouvernementaux et la population».

Pour tous ceux et celles qui s'intéressent à l'actualité politique québécoise, cet ouvrage constitue une vraie mine d'or. Plusieurs sujets brûlants y sont abordés: par exemple, Caroline Charest et François Vaillancourt discutent de la question du déséquilibre fiscal, Luc Bernier fait le point sur les sociétés d'État et leur privatisation, Simon Langlois présente les défis démographiques qui guettent la société québécoise, et Claude Castonguay aborde la question des dépenses en santé.

Que faire avec nos démocraties scolaires? Voilà une question que Richard Marceau et Sylvain Bernier ont auscultée. Et ce n'est pas tout. Les thèmes suivants sont aussi abordés: la modification du mode de scrutin (Louis Massicotte), la question des défusions municipales (Robert J. Gravel), l'état des infrastructures routières (Michel Boucher), la pauvreté (Pierre Lefebvre), les politiques culturelles (Diane Saint-Pierre), la gestion de l'environnement (Louis Simard et Laurent Lepage), la situation de l'éthique dans l'administration publique (Hugo Roy et Yves Boisvert), les questions de la transparence et de l'accès à l'information (Paul-André Comeau), la problématique de la taille de l'État (Jacques Bourgault), les relations internationales du Québec (Nelson Michaud), et la question du commerce extérieur (Emmanuel Nyahoho).

Au terme de cet ouvrage, le lecteur a un excellent portrait des défis et enjeux qui façonneront le paysage québécois au cours des prochaines années, et ce, même si certains thèmes tels que l'étude des politiques dans le secteur de l'éducation et la question de la laïcité sont absents de l'analyse.

Le lecteur avisé saura apprécier la posture normative adoptée par les auteurs. En effet, il est stimulant de les voir se prononcer, émettre des mises en garde et faire des recommandations à l'État québécois. Cette approche est d'autant plus intéressante lorsque l'on apprend que la plupart de ces suggestions découlent des résultats d'un vaste sondage qui a été réalisé dans le cadre de cet ouvrage. Soulignons que cet exercice avait pour objectif d'évaluer les prédispositions de la population québécoise par rapport au changement.

Les résultats de ce sondage font réfléchir. On découvre notamment que seulement 21 % des Québécois sont fortement en faveur des défusions municipales, que 75 % sont en faveur d'un recours aux cliniques

de santé privées, et que près d'un Québécois sur deux est en faveur de la privatisation de la Société des Alcools du Québec (SAQ). Voilà des chiffres que l'État ne pourra ignorer lorsque viendra le temps d'élaborer des politiques dans ces domaines.

Cet ouvrage constitue donc un recueil de textes pertinent et accrocheur. Cependant, un dernier point mérite d'être souligné: le lecteur devra faire sa propre synthèse. En effet, dans sa conclusion, Robert Bernier ne fait que soulever les grandes lignes des dix-sept chapitres qui façonnent ce collectif. De quoi laisser le lecteur sur sa faim.

Magaly Brodeur
École nationale d'administration publique

Pierre Pagé
Histoire de la radio au Québec
Montréal, Fides, 2007.

Le dernier livre de Pierre Pagé débute de manière engageante:

C'est une large perspective socioculturelle qui nous a guidé dans la préparation de ce volume sur l'histoire de la radio au Québec. Notre conviction profonde est qu'il faut voir ce média dans son époque comme un lien organique avec la société et toutes ses composantes institutionnelles, comme l'ont compris clairement les pionniers[.]

peut-on lire en avant-propos. Pierre Pagé est bien connu dans le milieu pour avoir consacré plusieurs années de recherche à l'histoire de la radio. Il a grandement contribué à hisser ce média, longtemps négligé par les intellectuels, à la place qui lui revient dans notre cheminement collectif.

C'est donc avec beaucoup d'attentes qu'on entreprend la lecture de l'*Histoire de la radio au Québec*. Le titre est évocateur: enfin, un grand panorama qui permettra de comprendre comment et pourquoi la radio s'est développée au Québec de manière aussi distincte à travers le temps. Le lecteur est toutefois rapidement avisé: avec beaucoup de lucidité, l'auteur lui fait part des difficultés de reconstruire une telle histoire puisque les archives sont fragmentaires et parfois mal conservées. Les historiens de la radio connaissent bien cette situation. Les entreprises et les institutions radiophoniques, privées ou publiques, n'ont pas toujours su conserver leur patrimoine archivistique en jetant à la cave, quant ils n'étaient pas carrément détruits, des